

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 26. Met het oog op de eerste verkiezingen wordt de door artikel 19 aan de raad van bestuur toegekende bevoegdheid uitgeoefend door de directeur van de inrichting.

Art. 27. Voor de eerste verkiezingen vindt, in afwijking van de voorgaande bepalingen, de stemming plaats vóór 1 maart 1992.

Art. 28. Met het oog op de eerste verkiezingen wijst de directie onder het bestuurs- en onderwijzend personeel een persoon aan die de taken van de secretaris van de raad van bestuur moet waarnemen.

Art. 29. De leden gekozen bij toepassing van artikel 27 fungeren met ingang van de 1e van de maand die op de afkondiging van de uitslagen volgt.

Brussel, 16 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 92 — 587

**19 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif à l'institution de la Commission de Rénovation de l'Enseignement fondamental**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959, modifiée par la loi du 11 juillet 1973, notamment l'article 5;

Vu la loi du 14 juin 1978, relative aux expériences de rénovation dans l'enseignement primaire et maternel;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 1980, modifié par l'arrêté du 22 juillet 1983, créant la Commission de rénovation de l'enseignement fondamental;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1989, fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères, modifié le 14 décembre 1970;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965, portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié en dernier lieu le 12 décembre 1984;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 4 mai 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 10 décembre 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de voir fonctionner la Commission instituée par le présent arrêté selon les dispositions de celui-ci dès le 1^{er} janvier 1992,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

Le Ministre : le Ministre qui a l'enseignement fondamental dans ses attributions.

Enseignement fondamental : l'enseignement maternel et primaire.

Art. 2. § 1^{er}. Une commission pour la rénovation de l'enseignement fondamental est créée auprès du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

§ 2. Elle a pour mission :

a) de proposer au Ministre toute étude ou mesure, de nature à promouvoir la rénovation de l'enseignement fondamental;

b) d'assurer la continuité et la cohérence des travaux de rénovation;

c) de donner au Ministre, soit d'initiative, soit à sa demande, tout avis concernant la rénovation.

§ 3. La Commission doit sans a priori, rassembler, promouvoir et diffuser les expériences qui visent à donner une réponse positive aux six objectifs suivants :

1. harmoniser les passages de l'enseignement maternel au primaire, du primaire au secondaire, de chaque cycle de l'enseignement primaire au suivant, d'un type d'enseignement à l'autre;

2. diminuer le nombre d'échecs scolaires;

3. opter pour une éducation globale;

4. tendre vers l'individualisation des apprentissages;

5. faire naître et s'affirmer l'autonomie, le sens des responsabilités, la coopération;

6. créer une véritable communauté éducative.

Art. 3. La Commission de rénovation se compose comme suit :

1^o un président;

2^o un vice-président;

3^o des membres représentant l'Administration, à savoir :

le directeur général de l'Enseignement préscolaire et primaire ou son délégué et le directeur de l'Enseignement spécial ou son délégué.

4° trois membres, secrétaires permanents, représentant respectivement :

- l'enseignement organisé par la Communauté;
- l'enseignement officiel subventionné;
- l'enseignement libre subventionné.

5° douze membres représentant les pouvoirs organisateurs, à savoir :

quatre représentants de l'enseignement organisé par la Communauté dont le directeur général chargé de l'Organisation des Etudes ou son délégué; quatre représentants de l'enseignement officiel subventionné et quatre représentants de l'enseignement libre subventionné.

6° trois membres représentant les Associations de parents et les Associations familiales, à savoir : un représentant de la Fédération des Associations de parents de l'enseignement officiel (F.A.P.E.O.); un représentant de la Confédération nationale des Associations de parents (C.N.A.P.); et un représentant de la Ligue des Familles.

7° trois membres représentant les organisations syndicales, à savoir : un représentant de la Centrale générale des services publics; un représentant de la Confédération des syndicats chrétiens; et un représentant un Syndicat libre de la fonction publique.

8° quatre membres représentant les Universités, à savoir :

un représentant de l'Université de la Communauté à Liège, un représentant de l'Université de la Communauté à Mons, un représentant de l'Université libre de Bruxelles et un représentant de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve.

Le Président est l'inspecteur général de l'enseignement fondamental subventionné.

Le Vice-Président est l'inspecteur général chargé de la coordination de l'enseignement primaire organisé par la Communauté ou son délégué.

Tout membre effectif peut avoir un suppléant désigné suivant le cas par l'autorité ou l'organisme qu'il représente. Le membre suppléant peut siéger au sein de la Commission de Renovation de l'Enseignement fondamental chaque fois que le membre effectif est empêché.

Tant en ce qui concerne les membres effectifs que les membres suppléants, la Commission de rénovation de l'enseignement fondamental est composée de telle manière qu'il existe une parité globale entre les deux grandes tendances idéologiques.

Art. 4. Le Ministre nomme les membres sur proposition des organismes qu'ils représentent pour une durée de trois années. Leur mandat est renouvelable.

Art. 5. La Commission de rénovation comprend l'assemblée plénière et le bureau.

Art. 6. Le Président convoque la Commission de rénovation en assemblée plénière en fonction des nécessités et, au moins une fois par trimestre.

L'ordre du jour est établi, soit à la demande du Ministre, soit à l'initiative du Président ou d'au moins la moitié des membres effectifs.

La Commission de rénovation peut décider :

- a) de faire appel à la collaboration de toute personne extérieure;
- b) de confier pour une durée limitée dans le temps l'étude d'un problème à un groupe de travail.

Un bilan annuel est adressé au Ministre avant le 15 juin de chaque année.

Art. 7. Les trois secrétaires permanents sont choisis parmi les membres du personnel directeur et enseignant, définitifs et désignés respectivement par le Ministre, pour l'enseignement organisé par la Communauté, l'Union des Villes et des Communes belges pour l'enseignement officiel subventionné et le Conseil central de l'enseignement maternel et primaire catholique pour l'enseignement libre subventionné.

Le Secrétariat permanent a pour tâches :

- a) de rassembler les documents nécessaires aux travaux de la Commission;
- b) de promouvoir et de diffuser toutes les expériences pédagogiques conformes à l'article 2 dans la Communauté éducative francophone.

Art. 8. Le bureau comprend le Président, le Vice-Président et les Secrétaires permanents.

Art. 9. Les personnes étrangères à l'Administration de la Communauté sont autorisées à utiliser leur véhicule personnel pour se rendre au siège de la Commission, conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté royal du 18 janvier 1985. Les intéressés bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par l'Etat en cas d'utilisation de transports en commun. Lorsqu'ils utilisent ces derniers, les personnes étrangères à l'Administration de la Communauté sont autorisées à voyager en première classe.

En exécution de l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1984, les membres étrangers à l'Administration de la Communauté bénéficient de l'allocation pour frais de séjour attribuée aux fonctionnaires des rangs 10 à 14.

Art. 10. La Commission de rénovation élabore son règlement d'ordre intérieur, soumis à l'approbation du Ministre.

Art. 11. L'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 1980, modifié par celui du 22 juillet 1983, est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Art. 13. Le Ministre qui a l'enseignement fondamental dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 1991.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 92 — 587

19 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de instelling van de vernieuwingscommissie voor het basisonderwijs

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1973, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de wet van 14 juni 1978, betreffende de vernieuwingsexperimenten in het lager en kleuteronderwijs;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 oktober 1980, gewijzigd bij het besluit van 22 juli 1983, tot oprichting van de vernieuwingscommissie voor het basisonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1969 tot vaststelling van de vergoeding voor verblijfkosten voor de personeelsleden van de Ministeries, gewijzigd op 14 december 1970;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, laatst gewijzigd op 12 december 1984;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 4 mei 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 10 december 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 10 juni 1989 en 14 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het belangrijk is dat de commissie, ingesteld bij dit besluit, volgens de bepalingen hiervan werkt vanaf 1 januari 1992,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan :

onder de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid het basisonderwijs behoort.

basisonderwijs : het kleuter- en lager onderwijs.

Art. 2. § 1. Een commissie voor de vernieuwing van het basisonderwijs wordt bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming opgericht.

§ 2. Ze heeft tot doel :

a) de Minister elke studie of maatregel voor te stellen die de vernieuwing van het basisonderwijs kan bevorderen;

b) in te staan voor de continuïteit en de samenhang van de vernieuwingswerkzaamheden;

c) de Minister uit eigen beweging of op zijn aanvraag elk advies aangaande de vernieuwing te verstrekken.

§ 3. De Commissie moet zonder apriori de experimenten verzamelen, bevorderen en verspreiden die ernaar streven een positieve respons op de zes volgende doeleinden te geven :

1. de doorstroming van het kleuter- naar het lager onderwijs, van het lager naar het secundair onderwijs, van elke cyclus van het lager onderwijs naar het volgende, van een soort onderwijs naar een ander harmoniseren;

2. het aantal mislukkingen op school verminderen;

3. voor een globale opvoeding kiezen;

4. naar de individualisering van de leerprocessen streven;

5. de zelfstandigheid, de zin voor verantwoordelijkheid, de samenwerking doen ontstaan en bevestigen;

6. een werkelijke onderwijsgemeenschap in het leven roepen.

Art. 3. De Vernieuwingscommissie bestaat uit :

1° een voorzitter;

2° een ondervoorzitter;

3° leden die de Administratie vertegenwoordigen, namelijk :

de directeur-generaal van het voorschools en lager onderwijs of zijn afgevaardigde en de directeur van het buitengewoon onderwijs of zijn afgevaardigde.

4° drie leden, vaste secretarissen, die respectievelijk vertegenwoordigen :

— het door de Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs;

— het gesubsidieerd officieel onderwijs;

— het gesubsidieerd vrij onderwijs.

5° twaalf leden die de inrichtende machten vertegenwoordigen, namelijk :

vier vertegenwoordigers van het door de Gemeenschap ingericht onderwijs onder wie de directeur-generaal belast met de organisatie van het onderwijs of zijn afgevaardigde, vier vertegenwoordigers van het gesubsidieerd officieel onderwijs en vier vertegenwoordigers van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

6° drie leden die de ouderverenigingen en de gezinsverenigingen vertegenwoordigen, namelijk : een vertegenwoordiger van de « Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement officiel » (FAPEO : Verbond van Ouderverenigingen uit het officieel onderwijs), een vertegenwoordiger van de « Confédération nationale des Associations de Parents » (CNAP : Nationaal Verbond van de Ouderverenigingen) en een vertegenwoordiger van de « Ligue des Familles » (Bond der Gezinnen).

7° drie leden die de vakbonden vertegenwoordigen, namelijk: een vertegenwoordiger van de « Centrale générale des Services publics » (A.C.O.D.), een vertegenwoordiger van de « Confédération des Syndicats chrétiens » (C.C.O.D.) en een vertegenwoordiger van het « Syndicaat libre de la Fonction publique » (V.S.O.A.).

8° vier vertegenwoordigers van de Universiteiten, namelijk: een vertegenwoordiger van de « Université de la Communauté », te Luik, een vertegenwoordiger van de « Université de la Communauté », te Bergen, een vertegenwoordiger van de « Université libre de Bruxelles » en een vertegenwoordiger van de « Université catholique de Louvain-la-Neuve ».

De voorzitter is de inspecteur-generaal van het gesubsidieerd basisonderwijs.

De ondervoorzitter is de inspecteur-generaal belast met de coördinatie van het door de Gemeenschap ingerichte lager onderwijs of zijn afgevaardigde.

Elk werkend lid mag een vervanger hebben, die volgens het geval door de overheid of de instelling die het vertegenwoordigt, wordt aangesteld. De plaatsvervanger mag zitting hebben in de Vernieuwingscommissie voor het basisonderwijs telkens wanneer het werkend lid beslet heeft.

Zowel voor de werkende leden als voor de plaatsvervangers is de Vernieuwingscommissie voor het basisonderwijs zodanig samengesteld dat er een globale pariteit bestaat tussen de twee grote ideologische strekkingen.

Art. 4. De Minister benoemt de leden op de voordracht van de instellingen die zij vertegenwoordigen, voor een duur van drie jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Art. 5. De Vernieuwingscommissie omvat de voltallige vergadering en het bestuur.

Art. 6. De voorzitter roept de Vernieuwingscommissie voor een voltallige vergadering bijeen volgens de behoeften, zulks ten minste een keer per kwartaal.

De agenda wordt op verzoek van de Minister, of op initiatief van de voorzitter of van ten minste de helft van de werkende leden, opgemaakt.

De Vernieuwingscommissie mag beslissen:

- a) een beroep te doen op externe medewerkers;
- b) voor een beperkte duur de studie van een probleem aan een werkgroep toe te vertrouwen.

Een jaatlijkse balans wordt vóór 15 juni van elk jaar aan de Minister overgezonden.

Art. 7. De drie vaste secretarissen worden gekozen onder de vastbenoemde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, respectievelijk aangesteld door de Minister voor het door de Gemeenschap georganiseerd onderwijs, door de Vereniging der Belgische Steden en Gemeenten voor het gesubsidieerd officieel onderwijs, en door de Centrale Raad voor het katholiek basisonderwijs voor het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Het Vast Secretariaat is gelast:

- a) de documenten te verzamelen die nodig zijn voor de werkzaamheden van de Commissie;
- b) alle opvoedkundige experimenten in overeenstemming met artikel 2, in de Franstalige Onderwijsgemeenschap te bevorderen en te verspreiden.

Art. 8. Het bestuur bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en de vaste secretarissen.

Art. 9. De personen die niet tot de Administratie van de Franse Gemeenschap behoren, mogen hun eigen wagen gebruiken om zich naar de zetel van de Commissie te begeven, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17 van het koninklijk besluit van 18 januari 1985. De betrokkenen genieten een vergoeding ten belope van wat de Staat uitgegeven zou hebben bij gebruik van het openbaar vervoer.

Zij mogen eerste klas rijden wanneer zij dit vervoer gebruiken.

Zij genieten de vergoeding voor verblijfkosten, toegerekend aan ambtenaren van rang 10 tot 14, bij toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 december 1984.

Art. 10. De Vernieuwingscommissie maakt haar huishoudelijk reglement op en legt het de Minister ter goedkeuring voor.

Art. 11. Het ministerieel besluit van 1 oktober 1980 gewijzigd bij dat van 22 juli 1983 wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt op 1 januari 1992 in werking.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheid het basisonderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale betrekkingen,

J.-P. GRAFFE